

Tunis, vendredi 10 avril 2015

BORDEREAU DE TRANSMISSION
LE CONSEIL DU MARCHE FINANCIER

DESIGNATION	Nbre	OBSERVATIONS
<p>Nous vous transmettons ci-joint complément des Documents de l'AGO de MODERN LEASING en date du 30-04-2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Le Rapport d'activité de ML 2014- Document d'information – Annexe 3- Composition du comité d'Audit Permanent <p>Nb : la publication des états financiers et le rapport général des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2014 dans un quotidien tunisien sera transmis au début de la semaine prochaine.</p>	1 1 1	Support papier



Le Directeur de Contrôle de Gestion

CHAHED Badreddine

C M R - Courrier - Arrivée

N° 1649	Date: 10/4/15
A I	DESTINATION
4	DIF



العصرية للإيجار المالي
MODERN LEASING

Rapport Annuel 2014

I. PRESENTATION DE MODERN LEASING

1. Informations Juridiques

Dénomination social	MODERN LEASING-ML
Forme juridique	Société anonyme
Capital social	20 000 000 Dinars
Date de création	28 Mars 1997
Objet	Leasing Mobilier et Immobilier
Date d'introduction en bourse	01/12/2010
Siège Social	Immeuble Assurances SALIM- Centre Urbain Nord Lot AFH BC5-1082 Cité Mahrajène

2. Réseau Commercial

Le réseau commercial de Modern Leasing compte 3 Agences :

- **Agence Sousse** : Place Farhat HACHED, Immeuble HADRUMET-2ème étage,
Bureau n° B2.4-BAB BHAR- 4000 Sousse
- **Agence Sfax** : Avenue de l'environnement, Route de Gabes KM1, Immeuble EL
MORJENE, 2^{ème} étage n°A2-4-3000 Sfax
- **Agence Béja** : Avenue Habib BOURGUIBA, Immeuble MERRICHE-9000 Béja

3. Structure du capital au 31/12/2014

La répartition du capital de Modern Leasing au 31/12/2014 se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Part détenue
BANQUE DE L'HABITAT	1 497 721	37,44%
SICAF BHEI	389 951	9,75%
ASSURANCES SALIM	298 865	7,47%
SIM SICAR	232 876	5,82%
AL BARAKA BANK	230 501	5,76%
SOCIETE EL BOUNIANE	150 000	3,75%
AHMED TRABELSI	101 758	2,54%
IMMOBILIERE SLIM	90 600	2,27%
SICAV BH PLACEMENT	63 074	1,58%
ACTIONNAIRES ETRANGERS	8 794	0,22%
AUTRES	935 860	23,40%
TOTAL	4 000 000	100%

Conditions d'accès à l'Assemblée Générale

Les conditions d'accès aux Assemblées Générales sont définies par l'Article 31 et 32 des Statuts de Modern Leasing qui stipulent :

Art 31 : Admission aux Assemblées Générales

Les titulaires d'actions libérées des versements exigibles peuvent seuls assister à l'assemblée générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter par un mandataire. Ce mandataire devra être muni d'un pouvoir à cet effet.

La forme des pouvoirs sera déterminée par le Conseil d'Administration. Toutefois, les personnes morales actionnaires sont valablement représentées à toute assemblée générale par un de leurs membres ou par des mandataires munis d'un pouvoir à cet effet sans qu'il soit besoin que ces mandataires soient eux-mêmes actionnaires de la Société.

Art 32 : Conditions pour être admis à siéger aux Assemblées Générales

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales être inscrits sur les registres de la société, huit jours au moins avant le jour fixé pour la réunion.

Tout membre de l'assemblée qui veut se faire représenter par un mandataire, doit déposer son pouvoir au siège social trois jours avant la réunion. Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire les délais en dehors de ces limites.

4. Conseil d'Administration, Direction, Comités et Contrôle

→ Conseil d'Administration

Membres	Qualité	Représenté par	Mandat
Mme.Najet CHABCHOUB	Présidente	Elle-même	2014-2016
Banque de l'Habitat	Administrateur	Mr.Ahmed MEJAJI	2014-2016
Assurances Salim	Administrateur	Mme Dalila BADER KOUBAA	2014-2016
SIM SICAR	Administrateur	Mr. Elyes Znaidi	2014-2016
Société EL BOUNIANE	Administrateur	Représentée par son Président Directeur Général	2014-2016
Immobilière SLIM	Administrateur	Mr.Slim BELARBI	2014-2016
Al Baraka Bank	Administrateur	Mme.Rachida TOUMI	2014-2016
Société SICAF EPARGNE INVEST	Administrateur	Représentée par son Directeur Général	2014-2016
Mr. Ahmed TRABELSI	Administrateur	Lui-même	2014-2016
Mr. Taieb GHALI (1)	Administrateur	Administrateur représentant les petits porteurs	2014-2016
Mr. Khaled FRADI (2)	Administrateur	Administrateur indépendant et Président du Comité Permanent d'Audit	2012-2014
Mr. Nourreddine YAICHE (3)	Administrateur	Administrateur indépendant et Président du Comité de Gestion des Risques	2012-2014

→ Direction Générale

Madame Sonia LARBI (Jusqu'à fin 2014)
Monsieur Habib EL AMRI (2015-2017)

→ Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

Dans le cadre du renforcement de la bonne gouvernance de la société et conformément à la réglementation en vigueur et notamment la circulaire BCT 2011-06 du 20 Mai 2011, Modern Leasing s'est dotée de 3 Comités spécialisés :

Comité Permanent d'Audit Interne

Il procède à l'examen des insuffisances du système de contrôle interne relevées par les organes chargés des missions de contrôle pour l'adoption des mesures correctrices, au contrôle des activités de la structure d'audit interne, et à l'examen des états financiers avant leur approbation par le Conseil d'Administration.

Ce Comité est composé de 3 Administrateurs désignés par le Conseil d'Administration, Le Responsable du Contrôle Général assure le secrétariat de la séance.

Comité de Gestion des Risques

Le comité s'acquitte des obligations réglementaires telles que définies par la Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2011-06 du 20 mai 2011.

Ce comité est composé de 3 Administrateurs désignés par le Conseil d'Administration, le secrétariat du Comité est assuré par le Responsable du Gestion des Risques.

Comité Exécutif du Crédit

Il a pour mission l'examen des demandes de financement définies par l'Article 6 de la circulaire 2006-07 du 24 juillet 2006. Il est composé de 3 Administrateurs qui sont désignés par le Conseil d'Administration, le Directeur Général et les Chefs des Départements Etude et Juridique.

Le comité rend compte de son activité au Conseil d'Administration régulièrement lors des réunions de ce dernier.

→ Commissaires aux comptes

Cabinet	Responsable
PROAUDIT	Tarek ZAHAF
CMA Audit et Conseil	Mohamed AMMAR

II. EVOLUTION DU COURS BOURSIER

Le montant des capitaux échangés au 31-12-2014 s'est élevé à 2 436 328D Dinars et a porté sur 524 617 titres. Le cours le plus haut a atteint 5,28D Dinars et le plus bas s'est élevé à 3,90Dinars.

Le cours de clôture de l'année 2014 est de 5,28 Dinars. La moyenne des transactions journalières est de 4,64 Dinars et porte sur 43 718 actions.

III. FAITS SAILLANTS

L'activité de Modern Leasing durant l'année 2014 a été marquée par :

- **Une évolution des mises en force supérieure à la moyenne du secteur** : en effet le volume des MEF s'est accru de 38,84% pour atteindre un total de 108,1MD contre 78,7MD en 2013.
- **Une évolution des engagements clients supérieure à la moyenne du secteur** qui est de 10,34% : en effet au cours de l'année 2014, le volume total des engagements s'est accru de 19,80% pour atteindre un total de 201MD contre 168MD en 2013.
- **Diminution du taux des créances classées** qui est passé de 12,77% en 2013 à 10,52%, mais reste toujours au dessus de la moyenne du secteur.
- **Une évolution du volume de recouvrement du chiffre d'affaire de 2014** de 3 points en pourcentage passant de 90,95 % en 2013 à 93,95 % en 2014.
- **Démarrage de la mission de la mise à jour du manuel des procédures** pour la mise en place d'un nouvel organigramme pour une meilleure optimisation des ressources humaines

IV. ACTIVITES DU SECTEUR ET POSITIONNEMENT DE MODERN LEASING

Aperçu sur l'activité du secteur (source Rapport Fitch rating)

En 2014, Les sociétés de leasing continuent de résister, à un environnement politique et économique difficile, caractérisé par une régression de l'activité économique suite aux évènements post révolution.

Le financement reste faible pour toutes les sociétés de leasing étant donné leur forte dépendance des opérations de financement auprès des gros clients et du manque de liquidités sur le marché tunisien.

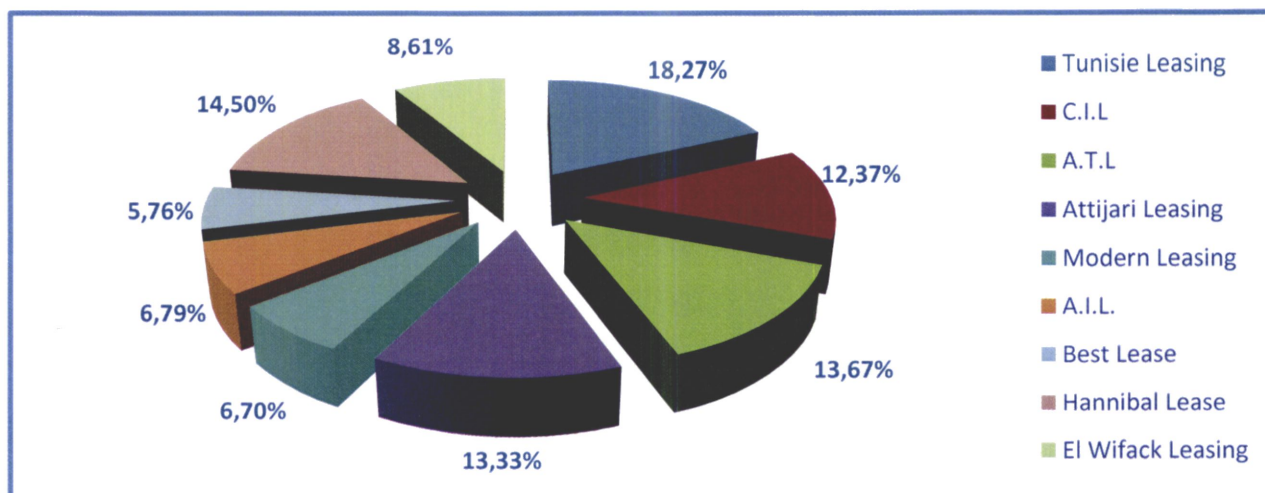
La qualité des actifs reste faible par rapport aux normes internationales. Et les ratios des créances douteuses devraient rester stables en 2015, compte tenu des prévisions faisant état d'une lente reprise économiques.

La rentabilité reste modeste pour le secteur et la performance des sociétés demeure compromise par les pressions sur les revenus en raison des opérations de crédit à faible marges, de la hausse des coûts de financement et des provisions pour dépréciation de créances.

Néanmoins, le total des Mises en Force a enregistré une évolution de **13,85%** passant de **1418,2MD** à fin 2013 à **1614,6MD** au 31/12/2014.

Malgré une conjoncture défavorable ML a amélioré sa part de marché passant de **5,49%** en 2013 à **6,70%** en 2014 se situant ainsi en 8^{ème} position.

La part du marché se répartit ainsi :



Activités de MODERN LEASING

A. LA PRODUCTION

• Les Approbations

Au 31/12/2014, ML a approuvé **2860** demandes de financement portant sur une enveloppe de **140MD** touchant tous les secteurs de l'économie contre **2076** demandes en 2013, soit **114MD** d'approbations, accusant ainsi une évolution de **22,95%**.

La répartition des approbations par secteur se détaille comme suit :

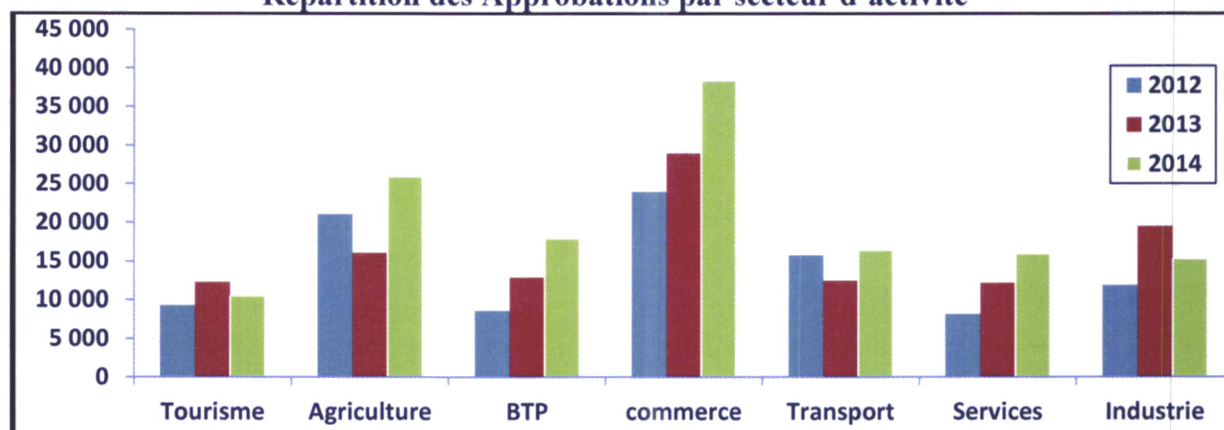
(En mD)

Secteur	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	%	MT	%	MT	%	MT	
Tourisme	9,40%	9 257	10,72%	12 242	7,44%	10 445	-14,68%
Agriculture	21,39%	21 073	14,06%	16 047	18,48%	25 932	61,60%
BTP	8,70%	8 567	11,26%	12 849	12,75%	17 893	39,26%
Commerce	24,28%	23 916	25,38%	28 971	27,37%	38 400	32,55%
Transport	15,97%	15 733	10,89%	12 434	11,70%	16 409	31,97%
Services	8,26%	8 139	10,64%	12 145	11,37%	15 947	31,31%
Industrie	12,00%	11 817	17,06%	19 474	10,89%	15 274	-21,57%
Total	100%	98 502	100%	114 162	100%	140 300	22,90%

Cette répartition profite essentiellement aux secteurs de **commerce**, de **l'agriculture** et des **BTP** qui accaparent **58,6%** des approbations accordées au 31/12/2014.

Les parts revenant aux secteurs de **l'agriculture**, de **commerce**, des **BTP**, du **Transport** et des **services** ont enregistré une évolution passant respectivement de **14,06 %**, **11,26 %**, **25,38 %**, **10,89%** et **10,64 %** en 2013 à **18,48%**, **12,75%**, **27,37%**, **11,70%** et **11,37%** au 31-12-2013 contre une baisse des parts revenant aux secteurs de **Tourisme** et de **l'industrie** qui sont passées respectivement de **10,72%** et **17,06%** à **7,44%** et **10,89%**.

Répartition des Approbations par secteur d'activité



La répartition des approbations par nature de biens se détaille comme suit :

(En mD)

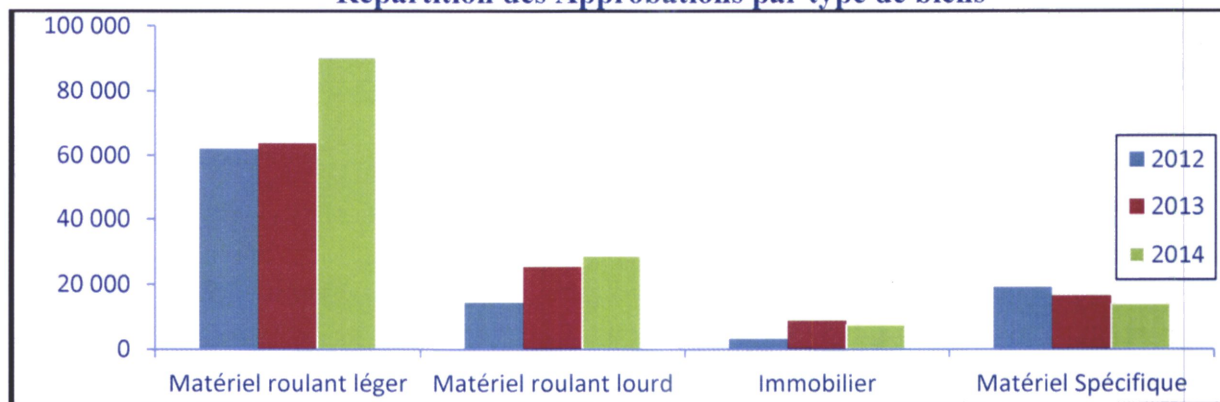
Type de Bien	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	%	MT	%	MT	%	MT	
Matériel roulant léger	62,93 %	61 983	55,87 %	63 777	64,50 %	90 497	41,90%
Matériel roulant lourd	14,54 %	14 327	22,11 %	25 245	20,38 %	28 591	13,25%
Immobilier	3,13%	3 084	7,58%	8 657	5,25%	7 362	-14,96%
Matériel Spécifique	19,40 %	19 108	14,44 %	16 483	9,87%	13 850	-15,97%
Total	100%	98 502	100%	114 162	100%	140 300	22,90%

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du **leasing mobilier** qui représente **94,75%** du total des approbations en 2014 contre **92,42%** en 2013.

Il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur **du matériel roulant** et plus particulièrement sur **le matériel roulant léger** représentant **64,50%** du total des approbations en 2014 contre **55,87%** en 2013.

La part revenant au leasing **immobilier** a enregistré une régression passant de **7,58%** en 2013 à **5,25%** en 2014 contre une baisse pertinente et continue de la part revenant au **matériel spécifique** qui est passé de **14,44%** en 2012 à **9,87%** en 2014.

Répartition des Approbations par type de biens



La Contribution des Agences ML :

Il est à noter que la contribution des agences en matière d'approbations en 2014 représente **40,88%** du total des approbations contre **41,13%** en 2013 :

Agences	2012		2013		2014	
	%	MT	%	MT	%	MT
Agence Siège	57,95%	56 498	58,87%	67 207	59,12%	82 947
Agence Sousse	15,54%	15 155	13,93%	15 903	12,95%	18 173
Agence Sfax	15,53%	15 139	16,95%	19 350	14,92%	20 935
Agence Beja	10,98%	10 706	10,25%	11 702	13,00%	18 245
TOTAL	100%	97 498	100%	114 162	100%	140 300

• Les Mises en Force :

La société a enregistré une hausse de **38,84%** de ses mises en force qui se sont élevées à **108MD** au 31/12/2014 contre **78MD** à fin 2013, soit un taux de réalisation de **77,06%** contre **68,21%** en 2013

Il est à signaler que le montant moyen des contrats mis en force est passé de **49,60mD** en 2013 à **46,20mD** en 2014.

La répartition des mises en force par secteur se détaille comme suit :

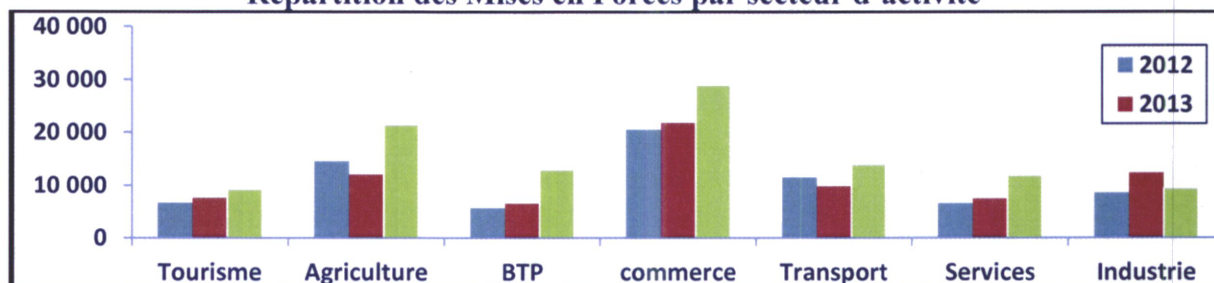
(En mD)

Secteur	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	%	MT	%	MT	%	MT	
Tourisme	8,96%	6 614	9,79%	7 627	8,57%	9 262	21,44%
Agriculture	19,72%	14 556	15,57%	12 123	19,86%	21 472	77,12%
BTP	7,64%	5 640	8,44%	6 576	12,05%	13 027	98,10%
Commerce	27,78%	20 504	28,07%	21 861	26,81%	28 983	32,58%
Transport	15,59%	11 505	12,62%	9 832	12,95%	14 004	42,43%
Services	8,80%	6 492	9,59%	7 465	11,05%	11 946	60,03%
Industrie	11,50%	8 489	15,91%	12 394	8,72%	9 431	-23,91%
Total	100%	73 800	100%	77 878	100%	108 125	38,84%

Cette répartition profite essentiellement aux secteurs du **Commerce**, de **l'Agriculture**, du **Transport** et de **BTP** qui accaparent **71,66%** des MEF au 31/12/2014.

Les parts revenant aux secteurs de **l'Agriculture**, de **BTP**, de **Transport** et des **Services Divers** ont accusé une évolution passant respectivement de **15,57%**, **8,44%**, **12,62%** et **9,59%** à fin 2013 à **19,86%**, **12,05%**, **12,95%** et **11,05%** à fin 2014. Contre une baisse remarquable des parts revenant aux secteurs de **l'Industrie**, du **Commerce** et du **Tourisme** passant de **15,91%**, **28,07%** et **9,79%** à fin 2013 à **8,72%**, **26,81%** et **8,57%** à fin 2014.

Répartition des Mises en Forces par secteur d'activité



La répartition des mises en force par type de biens se détaille comme suit :

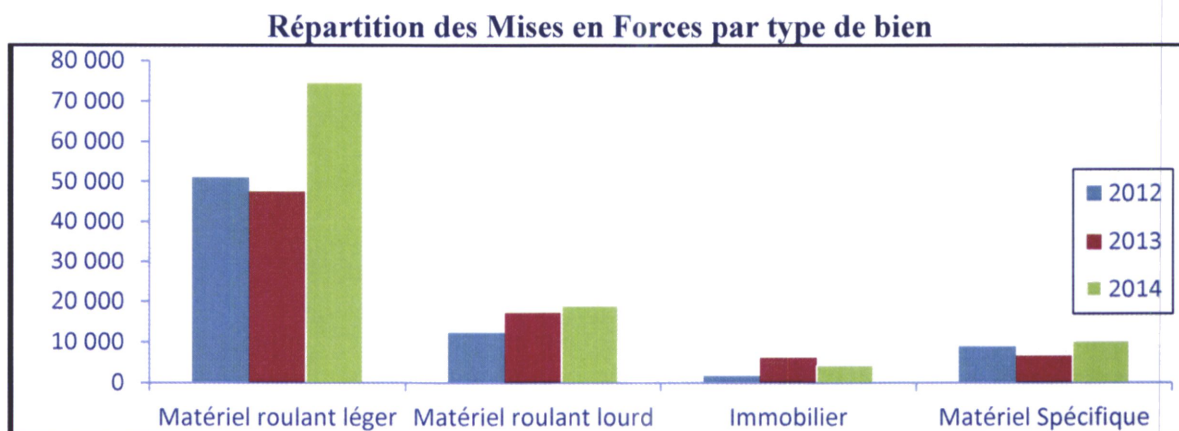
(En mD)

Type de Bien	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	%	MT	%	MT	%	MT	
Matériel roulant léger	69,02%	50 935	61,02%	47 522	69,14%	74 761	57,32%
Matériel roulant lourd	16,64%	12 279	22,30%	17 368	17,49%	18 912	8,89%
Immobilier	2,25%	1 663	8,08%	6 295	3,93%	4 249	-32,50%
Matériel Spécifique	12,09%	8 923	8,59%	6 693	9,44%	10 203	52,44%
Total	100%	73 800	100%	77 878	100%	108 125	38,84%

Cette répartition est caractérisée par une prépondérance du **leasing mobilier** qui représente **96,07%** du total des MEF en 2014 contre **92,27%** en 2013, ainsi une régression importante du **leasing immobilier** qui est passé de **8,08%** en 2013 à **3,93%** en 2014.

Il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur **le matériel roulant léger** passant de **61,02%** en 2013 à **69,14%** du total des MEF en 2014, contre une régression du **matériel roulant lourd** passant de **22,30%** en 2013 à **17,49%** en 2014.

Cette baisse se traduit en particulier par l'augmentation des prix du matériel roulant.



La répartition des mises en force par régions se détaille comme suit :

(En mD)

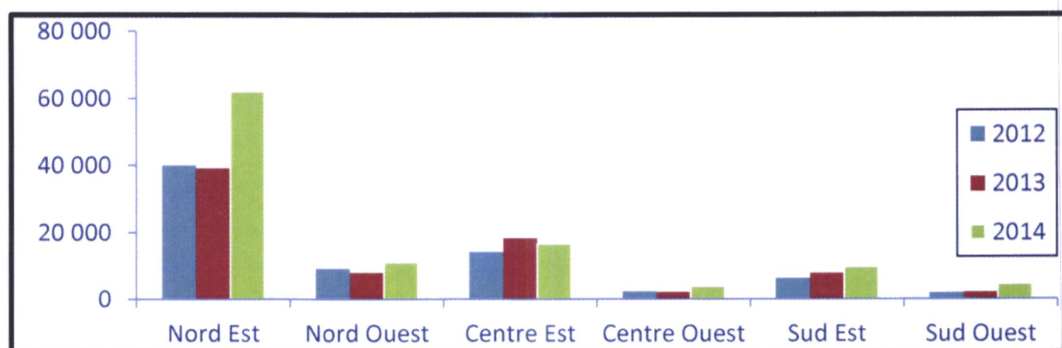
Secteur	2012		2013		2014		Variation 2013- 2014
	%	MT	%	MT	%	MT	
Nord Est	54,03%	39 875	50,23%	39 117	57,46%	62 125	58,82%
Nord Ouest	12,52%	9 237	10,30%	8 025	10,26%	11 099	38,31%
Centre Est	19,09%	14 086	23,59%	18 368	15,38%	16 630	-9,46%
Centre Ouest	3,14%	2 314	2,84%	2 215	3,62%	3 915	76,75%
Sud Est	8,64%	6 374	10,28%	8 002	9,10%	9 834	22,89%
Sud Ouest	2,59%	1 914	2,76%	2 151	4,18%	4 522	110,23%
Total	100%	73 800	100%	77 878	100 %	108 125	38,84%

A fin 2014, les Mises en force sont réparties par région comme suit :

- La région du **Nord Est** accapare **57,46%** des mises en forces en 2014 contre **50,23%** en 2013, les gouvernorats du **Grand Tunis** détiennent **48,23%**.
- La région du **Nord Ouest** détient **10,26 %** des mises en forces en 2014 contre **10,30%** en 2013 ; les gouvernorats de **Béja** et **Jendouba** détiennent **6,96%**.
- La région du **Centre Est** détient **15,38%** des mises en forces en 2014 contre **23,59%** en 2013 ; le gouvernorat de **Sousse** détient **6,99%**.

- La région du **Centre Ouest** détient **3,62%** des mises en forces en 2014 contre **2,84%** en 2013, dont **2,21%** pour le gouvernorat de **Kairouan**.
- La région du **Sud Est** détient **9,10%** des mises en forces en 2014 contre **10,28%** en 2013 ; le gouvernorat de **Sfax** détient **6,00%**.
- La région du **Sud Ouest** détient **4,18%** des mises en forces en 2014 contre **2,76%** en 2013, le gouvernorat de **Sidi Bouzid** détient **3,47%**.

Répartition des Mises en Forces par Région



La Contribution des Agences ML :

Il est à noter que la contribution des agences en matière de production en 2014 représente **41,79%** du total des mises en force contre **45%** en 2013 : en mD

Agences	2012		2013		2014	
	%	MT	%	MT	%	MT
Agence Siège	56,30%	41 552	54,99%	42 825	58,21%	62 940
Agence Sousse	15,41%	11 369	16,85%	13 122	13,72%	14 835
Agence Sfax	15,86%	11 707	17,01%	13 247	15,30%	16 543
Agence Beja	12,43%	9 172	11,15%	8 683	12,77%	13 808
TOTAL	100%	73 800	100%	77 878	100%	108 125

B. LE RENDEMENT

Le rendement moyen des contrats réalisés en 2014 a été de **10,27%** contre un taux moyen de **9,76%** en 2013 et **9,81%** en 2012 :

Il est à noter que le taux moyen de nos contrats est légèrement inférieur au taux moyen du secteur qui est de **10,38%**.

Par ailleurs, Le Montant moyen des contrats réalisés en 2014 a été de **46,20mD** contre un montant moyen de **49,60mD** en 2013 et **38,11mD** en 2012. La Durée moyenne des contrats réalisés en 2014 a été de **55 mois**, contre une durée moyenne de **54 mois** en 2013 et **50 mois** en 2012.

C. LE RECOUVREMENT

- **Le Retour des impayés :**

Le chiffre net des effets retournés impayés pour l'exercice 2014 est de **32 843mD** contre **30 736mD** en 2013, soit une augmentation de **6,86%** par rapport à 2013 liée à l'augmentation des volumes de MEF.

(En mD)

Période	2012	2013	2014
Chiffre d'affaire hors autofinancement	65 879	70 616	81 078
Retour impayé	26 903	30 736	32 843
%Impayé	40,84%	43,52%	40,51 %

- **Montant de Recouvrement Global sur le Chiffre d'Affaire hors autofinancement 2014 :**

Le montant du recouvrement global sur le chiffre d'affaire 2014 est de **75 7226mD** soit un taux de recouvrement de **93,39%**, ce qui représente une augmentation de **3 points** en pourcentage par rapport à 2013. En mD

Période	2012	2013	2014
Recouvrement sur le chiffre d'affaire hors autofinancement	60 702	64 222	75 722
Taux	92,14%	90,95%	93,39%

- **Montant de recouvrement des impayés loyers 2014 :**

Le montant du recouvrement des impayés loyers de l'exercice 2014 a été de **27 487 mD**, soit un taux de **83,69%** Contre **79,20%** en 2013, ce qui représente une augmentation de **5,87 points** en pourcentage par rapport à 2013.

(En

mD)

Période	2012	2013	2014
Montant de recouvrement des impayés loyers	21 726	24 341	27 487
Taux	80,76 %	79,20%	83,69%

- **Montant de recouvrement global des impayés antérieurs à 2014**

Le montant global du recouvrement des impayés réalisé au cours de l'exercice 2014 sur les impayés antérieurs à l'exercice a été de **3 977mD** soit un taux de **42,28%** contre **61,92%** à fin 2013.

Le ralentissement du recouvrement sur les impayés antérieurs à 2014 s'explique par :

La difficulté de recouvrement de certaines relations à risque élevés et dont la situation financière a été altérée par les événements post-révolution ainsi que les difficultés d'exécution judiciaire sur des relations objet de recours sur le fonds pour cause de moins value de cession (après récupération du matériel et sa revente ou sa relocation).

(En mD)

Période	Antérieur		
	2012	2013	2014
Impayés	6 806	7 653	9 404
Recouvrement	4 329	4 738	3 977
Taux	63,61%	61,92%	42,28%

- **Montant de recouvrement global des impayés:**

Le taux de recouvrement global des impayés réalisé au cours de l'année 2014 a été de 74,74% contre 75,75% à fin 2013.

(En mD)

Période	Antérieur		
	2012	2013	2014
Impayé Global	33 711	38 389	42 248
Recouvrement	26 057	29 080	31 464
Taux	77,30%	75,75%	74,47 %

- **L'impayé par rapport à l'encours net:**

Compte tenu de ce qui précède, le taux des impayés passe de 5,89% de l'encours en 2013 à 5,67% en 2014.

(En mD)

Période	2012	2013	2014
Impayé	7 653	9 404	10 784
% de l'encours	5,16%	5,89%	5,67

D. LA QUALITE DU PORTEFEUILLE :

Le volume des créances classées a augmenté passant de 21,44MD à fin 31/12/2013 à 22,57MD au 31/12/2014, soit une évolution 5,29 %, contre une diminution du taux des créances classées qui est passé de 12,77% à 10,52% à fin 2014, ce qui représente une diminution de 2,25 points en pourcentage par rapport à 2013.

Cette diminution s'explique par l'augmentation du total des engagements de la société qui est passé de 167,84MD à 214,52MD (dont 10MD engagements hors bilan), soit une progression de 27,81 %.

Le taux de couverture des créances classées est passé de 65,96% au 31/12/2013 à 61,55% à fin 2014

(En mD)

Année	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	Risque	%	Risque	%	Risque*	%	
Classe 0	98 175	63,41%	110 188	65,65%	146 331	68,21%	32,80%
Classe 1	34 370	22,20%	36 213	21,58%	45 622	21,27%	25,98%
Classe 2	6 791	4,39%	2 693	1,60%	3 665	1,71%	36,09%
Classe 3	3 523	2,28%	2 854	1,70%	2 189	1,02%	-23,30%
Classe 4	11 965	7,73%	15 889	9,47%	16 715	7,79%	5,20%
Total	154 824	100%	167 837	100%	214 521	100%	27,82%

Il est à noter que ML a procédé à l'incorporation des engagements hors bilan au niveau du calcul du taux de créances classées et du taux de couverture, et ce à l'instar de la pratique dans le secteur.

Pour 2014, le taux des créances classées est de 11,43% et le taux de couverture est de 65,11% compte non tenu des engagements hors bilan précités (à l'instar des années antérieures)

Tableau d'évolution des indicateurs de portefeuille :

Période	2012	2013	2014
Risque Global	154 823	167 837	215 521
Volume des Créances Classées	22 278	21 436	22 569
Taux des Créances Classées	14,39%	12,77%	10,52%
Taux moyen du secteur	8,20%	8,02%	
Taux de couverture des Créances Classées	50,88	65,96%	61,55%
Taux de couverture des créances classées du secteur	65,22 %	69,69%	

E. LE CONTENTIEUX

• Répartition du contentieux par action:

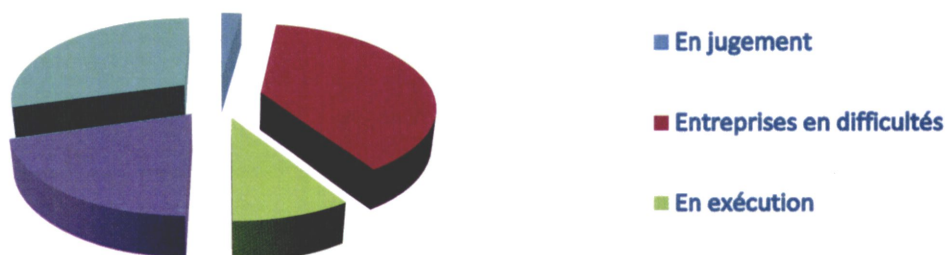
A fin 2014, le montant des créances contentieuses et précontentieuses (CL4 et CL5) porte sur une enveloppe de 17,44MD contre 15,89MD à fin 2013, accusant ainsi une augmentation de 9,77%.

Ainsi le montant des engagements contentieux qui est de 12,25MD en 2014 représente 6,09 % du total engagement client, contre 7,28 % en 2013.

(En mD)

Stade CTX	2012		2013		2014		Variation 2013-2014
	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part	
En jugement	36	0,30%	45	0,28%	382	2,24%	748,89%
Entreprises en difficultés	331	2,77%	254	1,60%	6 705	39,34 %	2539,76%
En exécution	2 350	19,64 %	1 577	9,93%	1 618	9,49%	2,60%
Recours sur le fonds	2 858	23,89 %	9 939	62,55 %	3 546	22,32 %	-64,32%
Affaires en consolidation et/ou arrangement	6 390	53,41 %	4 074	25,64 %	5 191	26,61 %	27,42%
Total	11 965	100%	15 889	100%	17 442	100%	9,77%

Répartition des créances contentieuses



- **Recouvrement sur les créances contentieuses :**

Au cours de 2014, le montant de recouvrement sur les créances contentieuses est de **6,50MD** contre **5,83MD** en 2013 soit une évolution de **11,56%**. Cette augmentation provient de l'intensification des récupérations pour cessions et/ou relocation

(En mD)

Année	Règlement (sans montant des cessions ITNL et des relocations)	Montant des cessions ITNL	Montant des relocations
2012	2 063	2 235	252
2013	1 552	3 123	1 155
2014	2 033	2 900	1 571

*ITNL : Immobilisation temporairement non louée : matériel récupéré

- **Répartition créances contentieuses :**

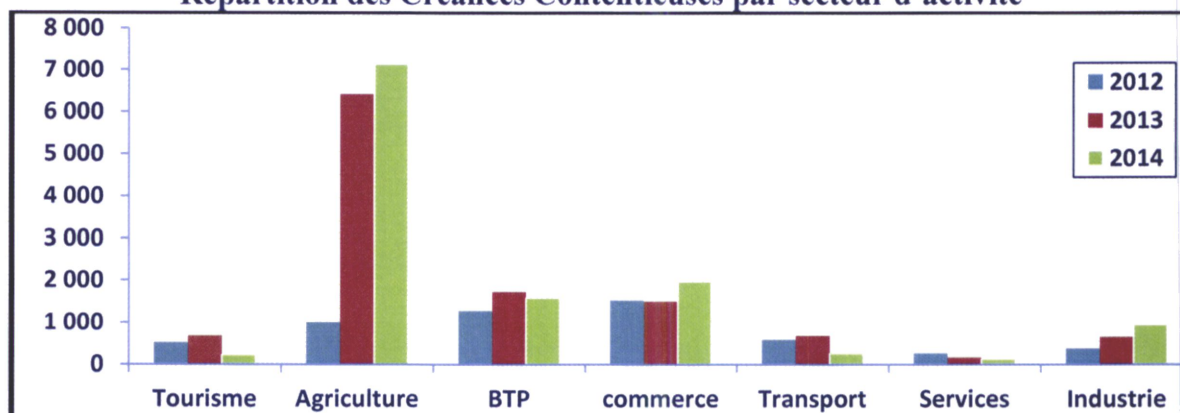
Par secteur d'activité:

A fin 2014, la répartition des créances contentieuses (*compte non tenu des arrangements et consolidations*) par secteur d'activité est caractérisée par une prépondérance du secteur de l'agriculture avec un taux de **58,91%**, contre une faiblesse de la part du secteur des services divers détenant **1,10%**.

(En mD)

Secteur	2012		2013		2014	
	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part
Tourisme	514	9,28%	669	5,66%	222	1,83%
Agriculture	1 000	18,06%	6 419	54,33%	7 132	58,91%
BTP	1 279	23,09%	1 729	14,63%	1 591	13,14%
Commerce	1 531	27,65%	1 502	12,71%	1 972	16,10%
Transport	583	10,53%	677	5,73%	261	2,16%
Services Divers	260	4,69%	170	1,44%	133	1,10%
Industrie	371	6,70%	649	5,49%	941	7,77%
TOTAL	5 538	100 %	11 815	100%	12 252	100%

Répartition des Créances Contentieuses par secteur d'activité



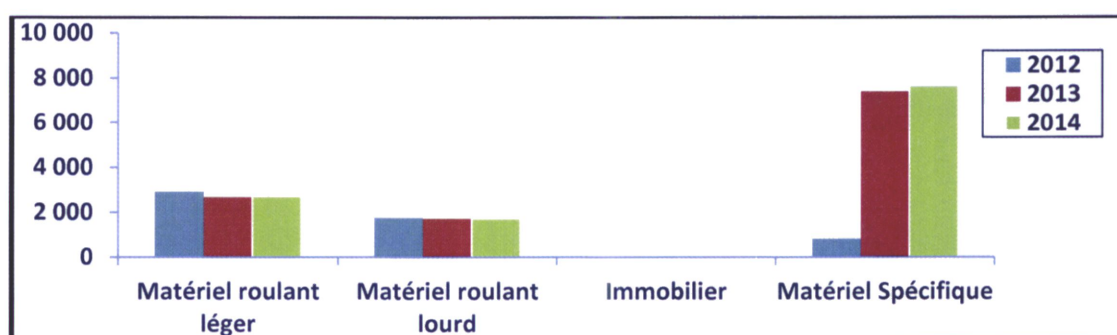
Par type de bien:

A fin 2014, la répartition des créances contentieuses par type de bien est caractérisée par une prépondérance du matériel spécifique qui représente **63,22%** du total des créances contentieuses, le part du matériel roulant léger et lourd est de **36,77%**.

(En mD)

Type de Bien	2012		2013		2014	
	Risque	Part	Risque	Part	Risque	Part
Matériel roulant léger	2 921	52,74%	2 674	22,63%	2 720	22,47%
Matériel roulant lourd	1 756	31,71%	1 726	14,61%	1 731	14,30%
Immobilier	26	0,47%	2	0,02%	2	0,02%
Matériel spécifique	835	15,08%	7 413	62,74%	7 799	63,65%
TOTAL	5 538	100%	11 815	100%	12 252	100 %

Répartition des créances Contentieuses par type de bien



F. LES RESULTATS

- Les revenus bruts de leasing sont passés de **13,86MD** au 31/12/2013 à **16,04MD** à fin 2014, soit une évolution de 13,52%.
- Les produits nets de leasing ont augmenté de 8,59%, passant de **6,88MD** en 2013 à **7,48MD** à fin 2014 ils représenteront un taux de rendement net de l'encours de 3,79% contre 4,43% au 31/12/2013.
- Les charges financières s'élèvent à **9,69MD** représentant 10,32% du chiffre d'affaires au 31/12/2014 contre **8,14MD** soit 9,14% du chiffre d'affaires au 31/12/2013. L'encours de dette passe de **131,97MD** au 31/12/2013 à **167,08MD** au 31/12/2014.
- Les charges du personnel ont évolué de 12,35%, passant de **2,1MD** au 31/12/2013 à **2,5MD** à fin 2014. Elles représentent 2,51% du chiffre d'affaires 2014 contre 2,45% du chiffre d'affaires 2013.
- Les dotations aux provisions pour créances douteuses se sont élevées à **2,50MD** au terme de l'exercice 2014 contre **3,24MD** pour la même période de 2013 ; les reprises de provisions passent de **1,20MD** au 31/12/2013 à **0,78MD** au 31/12/2014 ; ainsi, l'exercice s'achève avec une dotation nette de **1,72MD** contre une dotation nette de **2,09MD** au 31/12/2013 hors provision collective de **0,15MD** et provision additionnelle au titre de la circulaire 2013-21 du 30/12/2013, qui est **0,10MD**.
- Le résultat net de la période ainsi dégagé est de **0,91MD**, moyennant un réinvestissement exonéré de **0,48MD**, contre un résultat net de **0,16MD** au 31/12/2013.

L'organisation :

Au niveau organisationnel, l'année 2014 s'est caractérisée par la prise d'un ensemble de mesures, dont :

- Réorganisation au niveau du Workflow du système d'exploitation,

- Renouvellement du standard téléphonique de la société et de l'infrastructure réseaux, répondant aux nouvelles normes technologiques,

- Amélioration de l'application de gestion du contentieux «CTX Lease» et de l'application « ML Etat »,

- Renouvellement du Parc Automobile,

- Travaux de migration du logiciel de gestion vers une nouvelle version plus récente,

- Mise à jour au niveau du paramétrage comptable afin de répondre aux exigences de loi de finances 2008 et à l'automatisation de la déclaration de l'employeur

ETATS FINANCIERS ARRETES

AU 31/12/2014

- **BILAN**
- **ETAT DE RESULTAT**
- **ETAT DE FLUX DE TRESORERIE**
- **ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN**

BILAN ARRETE AU 31/12/2014

(En dinars tunisiens)

ACTIFS	31/12/2014	31/12/2013 (retraité en proforma)	31/12/2013 (publié)
Liquidités et équivalents de liquidités	4 157 409	3 815 392	3 815 392
Créances sur la clientèle	191 054 054	157 413 769	157 413 769
Créances de Leasing : encours financiers	188 899 493	158 423 344	158 423 344
Moins : provisions 1	<7 878 384>	<7 070 395>	<7 070 395>
	181 021 110	151 352 949	151 352 949
Créances de Leasing : impayées	10 784 585	9 404 449	9 404 449
Moins : provisions 2	<6 956 081>	<5 778 734>	<5 778 734>
	3 828 503	3 625 715	3 625 715
Créances de leasing encours	6 204 442	2 435 105	2 435 105
Portefeuille titre de placement	-	500 000	500 000
Portefeuille titres d'investissement	5 202 202	5 272 799	5 272 799
titres d'investissement	5 602 581	5 602 581	5 602 581
Moins : provisions 3	<400 379>	<329 782>	<329 782>
Valeurs immobilisées	1 762 016	1 735 452	1 735 452
Immobilisations propres	3 996 121	3 736 264	3 736 264
Moins : Amortissement	<2 234 105>	<2 000 812>	<2 000 812>
Autres Actifs (*)	8 497 652	4 621 919	4 681 460
TOTAL DES ACTIFS	210 673 334	173 359 331	173 418 872

BILAN ARRETE AUX 31/12/2014

(En dinars tunisiens)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	31/12/2014	31/12/2013 (retraité en proforma)	31/12/2013 (publié)
<i>PASSIFS ET CAPTAUX PROPRES</i>			
<i>PASSIFS</i>			
Dettes envers les établissements financiers	128 464	175 037	175 037
Dettes envers la clientèle	2 073 767	1 871 131	1 871 131
Emprunt et dettes rattachées	167 080 404	131 973 171	131 973 171
Fournisseurs et comptes rattachés	7 832 952	7 236 857	7 236 857
Autres passifs courants (*)	2 526 324	1 961 021	1 632 797
Total des passifs	179 641 912	143 217 217	142 888 993
<i>CAPITAUX PROPRES</i>			
Capital social	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Réserves légale	894 395	814 472	814 472
Autres réserves	4 508 539	4 508 539	4 508 539
Prime liée au capital	3 500 000	3 500 000	3 500 000
Réserves fond social	88 158	108 395	108 395
Modifications comptables (*)	<387 765>	<528 967>	-
Résultat reportés	1 518 550	1 579 117	1 579 117
Total des capitaux propres avant résultat (*)	30 121 878	29 981 554	30 510 522
Résultat de l'exercice (*)	909 544	160 560	19 357
Total des capitaux propres après résultat (*)	31 031 422	30 142 114	30 529 879
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	210 673 334	173 359 331	173 418 872

ETAT DE RESULTAT

(En dinars tunisiens)

Désignation	31/12/2014	31/12/2013 (retraité en proforma)	31/12/2013 (publié)
<i>Produits d'exploitation</i>			
Intérêt de crédit bail (*)	16 044 016	14 133 291	13 862 783
Autres produits d'exploitation	1 060 892	948 715	948 715
Variation des produits réservés (*)	<11 999>	<531 136>	<260 628>
Charges financières nettes (*)	<9 691 070>	<7 782 683>	<8 138 836>
Produit du portefeuille commercial et d'investissement (*)	78 063	120 068	234 967
Produits nets	7 479 902	6 888 255	6 647 001
<i>Charges d'exploitation</i>			
Charges de personnel	<2 448 166>	<2 109 937>	<2 109 937>
Dotation net aux provisions créances douteuses	<1 973 338>	<2 098 073>	<2 098 073>
Dotation sur titres	<70 597>	<43 883>	<43 883>
Dotations aux amortissements des immo propres	<341 069>	<365 141>	<365 141>
Dotations pour risques et charges	<32 328>	189 590	189 590
Autres charges d'exploitation (*)	<1 948 056>	<1 994 315>	<1 753 061>
Total des charges d'exploitation	<6 813 554>	<6 421 760>	<6 180 506>
Résultat d'exploitation	666 348	466 495	466 495
Autres gains ordinaires	442 701	303 954	303 954
Autres pertes ordinaires	<14 319>	<573 136>	<573 136>
Résultat des activités ordinaires avant impôt	1 094 730	197 313	197 313
Impôt sur les sociétés (*)	<185 185>	<36 753>	<177 956>
Résultat des activités ordinaires après impôt	909 544	160 560	19 357
Eléments extraordinaires			
Résultat net de l'exercice	909 544	160 560	19 357
Effet de la modification comptable (*)	<387 765>	<528 967>	0
Résultat net de l'exercice après modification comptable	521 779	<368 408>	19 357

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE		
(En dinars tunisiens)		
	31/12/2014	31/12/2013
<i>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</i>		
Encaissements reçus des clients	106 060 352	86 468 802
Déc. de l'acquis. d'immo. Leasing	-127 252 459	-82 674 144
Sommes versés au personnel et aux	-2 231 464	-2 183 239
Titres de placement	-	-498 642
Intérêts payés CMT	-9 814 406	-6 822 957
Autres flux de trésorerie	-1 227 245	-1 912 026
Etat impôts et taxes payés	-56 656	-37 357
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	-34 521 878	-7 659 563
<i>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements</i>		
Déc. de l'acquis. d'immob. Propres	-368 201	-302 478
Enc. de la cession d'immo. Propres	48 100	121 179
Déc. de l'acquis. d'immo. Financières	-	-6 000
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements	-320 101	-187 299
<i>Flux de trésorerie liés au financement</i>		
Enc. provenant des emprunts (*)	272 350 000	211 341 000
Remboursements d'emprunts (*)	-237 119 431	-201 698 874
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	35 230 569	9 642 126
<i>Variation de trésorerie</i>	<i>388 591</i>	<i>1 795 264</i>
Trésorerie au début de l'exercice	3 640 355	1 845 091
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4 028 946	3 640 355

L'évolution de la société et ses performances au cours des 4 dernières années :

(Voir 1^{er} partie du rapport)

Les indicateurs spécifiques par secteur :

(Voir 1^{er} partie du rapport)

Les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport a été établi :

- Nomination de Madame **Najet CHABCHOUB** nouveau Président du Conseil d'Administration
- Nomination de Monsieur **Habib ELAMRI** nouveau Directeur Général

Orientations stratégiques :

Les axes de croissance de la société Modern Leasing pour les années à venir seront basés sur de le développement de la société à un rythme soutenu avec une meilleure maîtrise du risque qui tient compte de la conjoncture économique du pays, notamment en matière de nouveaux investissement et de disponibilité des ressources de financement.

La stratégie de développement de la société reposera sur les orientations suivantes:

- Amélioration de la qualité de service,
- Amélioration de la part de marché de la société dans le secteur.
- le développement de nouveaux canaux de distribution, à travers des actions promotionnelles d'envergure avec certains fournisseurs.
- La sélection d'une clientèle diversifiée, présentant des projets de financement pouvant assurer une rentabilité acceptable.
- La restructuration des ressources financières par le recours aux crédits à moyen terme et aux Emprunts Obligataires.
- Diminution du coût moyen des ressources et l'optimisation de la politique de financement pour une meilleure compétitivité

- Le maintien des actions ciblées de recouvrement du portefeuille afin d'assurer une meilleure gestion du risque client

Compte d'exploitation prévisionnel : en mD

Désignation	Prévisions		
	2015	2016	2017
Production	117 000	129 000	142 000
Revenus nets de leasing	20 368 756	23 168 000	26 187 000
Autres Produits d'exploitation	1 086 184	1 162 217	1 243 572
Variation des produits réservés	<74 944>	151 435	72 812
Charges financières	<11 526 866>	<13 063 017>	<15 118 358>
Produits Financiers nets	145 725	167 584	192 721
Produits nets	9 998 855	11 586 218	12 577 747
Charges d'exploitation			
Charges du personnel	<2 415 667>	<2 584 764>	<2 765 697>
Dotations nettes aux provisions pour créances douteuses	<2 184 181>	<1 935 928>	<1 982 702>
Dotations nettes aux provisions sur titres	<36 276>	<39 904>	<43 894>
Dotations aux amortissements des immobilisations propres	<350 760>	<371 362>	<339 005>
Dotations pour risques et charges	<203 688>	<231 680>	<261 870>
Autres charges d'exploitation	<1 969 884>	<2 134 205>	<2 319 601>
Total des Charges d'exploitation	<7 160 456>	<7 297 842>	<7 712 769>
Résultat d'exploitation	2 838 400	4 288 376	4 864 978
Résultats des activités ordinaires avant impôts	2 838 400	4 288 376	4 864 978
Impôt sur les sociétés	<798 548>	<1 186 515>	<1 345 798>
Résultats des activités ordinaires après impôts	2 039 852	3 101 861	3 519 180

NB :- Les données sont provisoires et à titre indicatif avant Mise à jour et approbation du Business Plan.

- l'Impôt sur les sociétés : il est calculé sur la base d'un taux de 35%

Activité en matière de recherches et développement :

(Néant)

Les changements de méthodes d'élaboration et de présentation des états financiers

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NC 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, les contrats conclus à partir du 01 janvier 2008 selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette nouvelle approche a été appliquée en 2009, de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

Participations :

2-1- L'activité des sociétés dont elle assure le contrôle : Néant

2-2 - Les prises de participation ou les aliénations : Néant

Actionnariat :

A fin 2014 le montant du capital de MODERN LEASING est de 20 MD et composé comme suit :

Actionnaires	%
Personnes Morales :	77.05
BANQUE DE L'HABITAT	37.44
EPARGNE INVEST SICAF	9.75
ASSURANCES SALIM	7.47
EL BARAKA BANK	5.76
SIM SICAR	5.82
SOCIETE ELBOUNIANE	3.75
IMMOBILIERE SLIM	2.27
SOCIETE MONIA	1.58
SICAV BH PLACEMENT	1.58
FCP OPTIMA	0.59
AUTRES	1.04
Personnes Physiques :	22.73
ACTIONNAIRES ETRANGERS :	0.22
PERSONNES PHYSIQUES	0.07
PERSONNES MORALES	0.15
Total Général	100%

Informations sur les conditions d'accès à l'Assemblée Générale Ordinaire :

(Articles 31 et 32 des Statuts de ML)

Art 31 : Admission aux Assemblées Générales (mis à jour)

Les titulaires d'actions libérées des versements exigibles peuvent seuls assister à l'assemblée Générale sur justification de leur identité ou s'y faire représenter par un mandataire. Ce mandataire devra être muni d'un pouvoir à cet effet.

La forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'Administration. Toutefois, les personnes morales actionnaires sont valablement représentées à toute assemblée générale par un de leurs membres ou par des mandataires munis d'un pouvoir à cet effet sans qu'il soit besoin que ces mandataires soient eux-mêmes actionnaires de la société.

Art 32 : Conditions pour être admis à siéger aux Assemblées Générales

Les propriétaires d'actions nominatives doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux assemblées générales être inscrits sur les registres de la société, huit jours au moins avant le jour fixé pour la réunion.

Tout membre de l'assemblée qui veut se faire représenter par un mandataire, doit déposer son pouvoir au siège social trois jours avant la réunion.

Toutefois, le conseil d'administration a toujours la faculté de réduire les délais en dehors de ces limites.

Organes d'Administration et de Direction

Le Conseil d'Administration :

Qualification	Représentée par	Mandat
Président du Conseil d'Administration :	Mme. Najet CHABCHOUB	2014-2016
Directeur Général :	Mme. Sonia BEN FREJ LARBI Mr Habib EL AMRI	2014 2015-2017
Administrateurs :		
Banque de L'Habitat	Mr. AHMED JEJAJI	2014-2016
SIM SICAR	Mr. Elyes ZENAIDI	2014-2016
Assurances SALIM	Sa Directrice Générale	2014-2016
Société EL BOUNIANE	Son Président Directeur Général	2014-2016
Société Immobilière SLIM	Mr. Slim BELARBI	2014-2016
EL BARAKA BANK	Mme.Rachida TOUMI	2014-2016
Mr Ahmed TRABELSI	Lui-même	2014-2016
SOCIETE SICAF EPARGNE INVEST	Son Directeur Général	2014-2016
Administrateur représentant les petits porteurs	Mr.Taieb GHALI	2014-2016
Administrateur indépendant et Président du Comité Permanent d'Audit	Mr. Khaled FRADI	2012-2014
Administrateur indépendant et Président du Comité de Gestion des Risques	Mr. Nourreddine YAICHE	2012-2014

Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil :

Article 17 (statuts de ML): Conseil d'administration – Composition (modifié) :

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale.

La qualité d'actionnaire n'est pas requise pour être membre du Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent être soit des personnes physiques soit des personnes morales.

Les personnes morales désignées comme administrateurs sont tenues de nommer un seul représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque le représentant de la personne morale perd sa qualité pour quelque motif que ce soit, celle-ci est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement.

Article 19 (statuts de ML) : Durée des fonctions des Administrateurs

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans. Le conseil se renouvelle par tiers tous les ans.

Pour les premières applications de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie. Une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Si le nombre des administrateurs n'est pas un multiple de trois, la fraction complémentaire sera comprise dans le dernier renouvellement.

Les fonctions de chaque administrateur expirent lors de la tenue de l'assemblée générale qui aura à approuver les comptes de la dernière année de ses fonctions et aura à statuer sur le renouvellement du mandat à lui conférer. Tout administrateur sortant est rééligible.

Principales délégations en cours de validité accordées par l'AG aux organes d'administration et de direction : néant

4-3 : Rôle de chaque Organe d'administration et de direction : extraits des articles des statuts de ML :

Article 24 : Pouvoirs du Conseil d'administration (mis à jour)

- ◆ Il effectue tous actes nécessaires pour la réalisation de l'objet social.
- ◆ Il autorise toutes participations directes et indirectes dans toutes entreprises en relation quelconque avec l'objet social.
- ◆ Il autorise l'achat et la vente de tous biens meubles et immeubles.
- ◆ Il autorise l'acquisition de terrains et immeubles nécessaires au fonctionnement de la société,
- ◆ Il dresse les états financiers qui doivent être soumis aux commissaires aux comptes quarante cinq (45) jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale,
- ◆ Il convoque la réunion de l'assemblée générale et arrête son ordre du jour.
- ◆ Il présente à l'assemblée générale toute proposition d'augmentation ou de réduction du capital social, de prorogation, fusions ou dissolutions anticipées de la société, de modification ou additions aux présents statuts.
- ◆ Il nomme le Président, le Directeur Général et éventuellement le Directeur Général Adjoint sur proposition du Directeur Général et détermine leur rémunération et les avantages qui peuvent leur être alloués.
- ◆ Il établit tous bureaux, agences, ou succursales partout où il le juge utile, en Tunisie et à l'étranger, les déplacer ou les supprimer.
- ◆ Il fixe les dépenses générales d'administration.
- ◆ Il fait ouvrir à la société, et fait fonctionner tous comptes bancaires ou postaux.

- ◇ Il statue sur tous retraits, transferts, acquisitions ou cessions de rente, valeurs, créances et tous droits mobiliers quelconques
- ◇ Il contracte tous emprunts par voie d'ouverture de crédit ou autrement.
- ◇ Il autorise toutes hypothèques et autres garanties sur les biens de la Société.
- ◇ En général, il accomplit, au nom de la Société, tous actes qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par les présents Statuts
- ◇ Il peut déléguer tous pouvoirs qu'il juge convenables pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 25: Attributions du Président du Conseil (Modifié) :

Le Président du Conseil d'Administration propose l'ordre du jour du Conseil, le convoque, préside ses réunions et veille à la réalisation des options arrêtées par le Conseil.

Article 26 : Nomination - Attributions du Directeur Général (nouveau) :

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers et avec toutes administrations et exerce toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Il admet et consent les opérations rentrant dans l'objet de la société.

Il nomme et révoque tous directeurs, sous directeurs, fondés de pouvoirs, tous employés ou agents, détermine leurs attributions, fixe leurs rémunérations et les conditions de leurs avancements et de leurs promotions conformément à la réglementation en vigueur.

Il arrête les conditions générales de tous contrats et fixe leurs conditions et modalités.

Il arrête les taux et tarifs servant de base aux opérations de la société dans les conditions et limites fixées par la loi.

Il règle et arrête les dommages à la charge de la Société.

Il autorise les remboursements à effectuer par la Société.

Il remplit toutes formalités pour soumettre la Société aux lois et aux règlements.

Il peut prendre d'urgence toutes mesures commandées par les circonstances et en informera le conseil.

Il peut traiter, transiger, compromettre, donner tous acquiescements et désistements, faire main levée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, consentir toutes antériorités d'hypothèques.

Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenable pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il peut seul signer, à moins d'une délégation spéciale par lui donnée à un membre de la Direction de la Société, les actes ci-après :

- Tous actes notariés ou sous seings privés,
 - **Les contrats et avenants relatifs à l'acquisition et la vente des biens meubles et/ou immeubles dans le cadre de l'objet de la société.**
- Les chèques et virements émis par la société,
- Les endossements, les quittances et acquits,
- Les délégations de pouvoirs
- Les actes nécessaires aux instances judiciaires, administratives ou fiscales ainsi que les recours contre toutes administrations ou contre les tiers,
 - Toute lettre, contrat ou pièce quelconque comportant ou non engagement de la Société,
 - Toute forme d'emprunts à moyen, long et à court terme auprès des banques et/ou institutions financières.

Cependant, le Directeur Général ne peut, sans l'autorisation du Conseil d'Administration donner la caution, l'aval ou la garantie de la Société, sauf dans le cadre de l'objet social de la société et conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65 du 10 juillet 2001 relative aux établissements de crédit telle que modifiée et complétée par les textes subséquents. Le Conseil peut autoriser annuellement le Directeur Général à accomplir ces actes jusqu'à concurrence du montant qu'il fixe. Lorsque l'engagement est supérieur à ce montant, une autorisation spéciale est alors nécessaire.

Les Comités et rôle de chaque Comité :

- **Comité Permanant d'Audit :**

Il procède à l'examen des insuffisances du fonctionnement du système de contrôle interne relevées par les organes chargés des missions de contrôle pour l'adoption des mesures correctrices, au contrôle des activités de la structure d'audit interne, et à l'examen des états financiers avant leur approbation par le Conseil d'administration.

- **Comité Exécutif :**

Il a pour missions l'examen et l'approbation des dossiers de financement désignés dans la circulaire BCT n°7-2006. Parmi ses membres, 3 administrateurs sont désignés par le Conseil d'Administration.

- **Comité de production :**

Il est chargé de l'examen et du suivi de l'évolution des principaux indicateurs de la production, notamment la répartition par type de biens et par secteur d'activité

- **Comité de financement :**

Il statue sur les dossiers de financement portant sur un montant inférieur ou égal à 500mDHTVA et supérieur à 50mDHTVA.

- **Comité du recouvrement et du contentieux :**

Il a pour missions, l'examen de l'évolution des engagements, des affaires contentieuses, des arrangements, des rééchelonnements, des transferts, des consolidations ainsi que des nouvelles tombées.

- **Comité de Risque :**

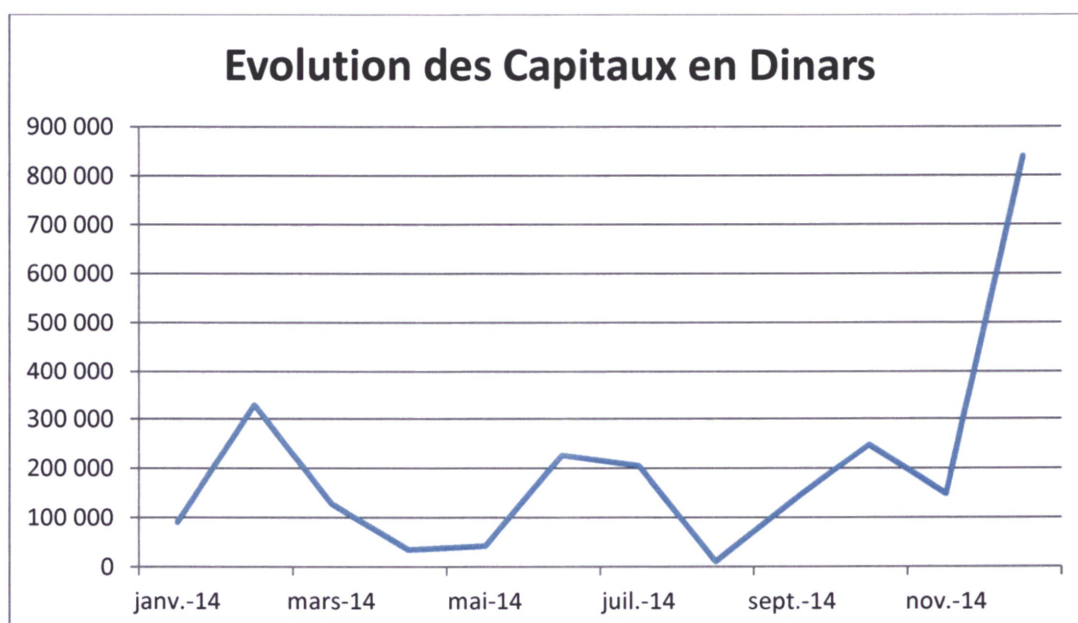
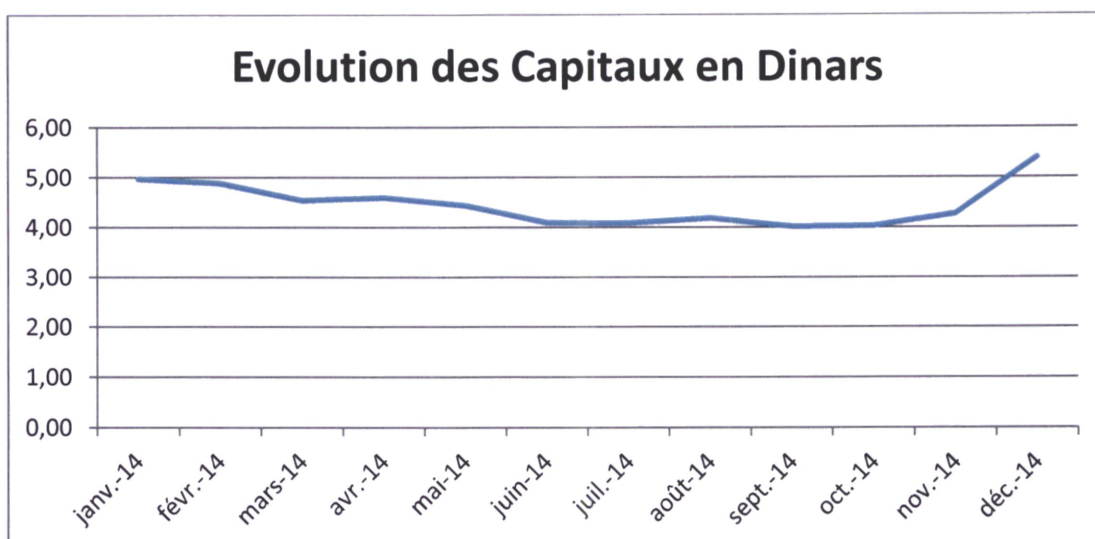
Il a pour missions principal d'assister le conseil d'administration dans l'exécution de ses missions dans la préparation des décisions stratégiques et l'accomplissement de son devoir de surveillance.

Le Titre en Bourse :

L'action ML a été introduite en bourse le 1^{er} décembre 2010. Les transactions sur la valeur au cours du de 2014 ont concerné **524 617** titres et les capitaux échangés se sont élevés à **2 436 328D** ; le cours de l'action a fluctué entre **3,90D** et **5,28D**, le cours moyen pour ces transactions ayant été de **4,64D**.

Ci après le tableau et les graphiques représentant l'évolution du cours de l'action de Modern Leasing ainsi que le volume des transactions durant l'année 2014 :

Mois	Cours		Moyenne	Quantité	Capitaux en Dinars
	Ouverture	Clôture			
janv.-14	5,04	5,20	4,97	18 253	90 670
févr.-14	5,15	4,83	4,88	67 249	328 308
mars-14	4,65	4,51	4,53	28 221	127 949
avr.-14	4,43	4,60	4,59	7 694	35 332
mai-14	4,73	4,55	4,44	9 602	42 589
juin-14	4,35	4,10	4,09	55 483	226 897
juil.-14	4,00	4,20	4,08	50 248	205 217
août-14	4,10	4,30	4,18	2 609	10 899
sept.-14	4,11	3,98	4,01	33 345	133 822
oct.-14	3,90	4,27	4,02	61 576	247 685
nov.-14	4,30	4,56	4,27	34 730	148 185
déc.-14	4,65	5,28	5,39	155 607	838 775
Total			4,64	524 617	2 436 328



Affectation des Résultats :

Bref rappel des dispositions statutaires concernant l'affectation des résultats :

Article 44 : Répartition des bénéfices – Dividende (nouveau)

Les produits annuels de la société constatés par l'inventaire, après déduction des dépenses d'exploitation, des frais généraux, des charges fiscales et financières, de tout amortissement, de toute provision pour risques, commerciaux et industriels ainsi que les prélèvements nécessaires pour la constitution, de tout fonds de prévoyance que le conseil juge utile, constituent les bénéfices nets **distribuables**

Sur ces bénéfices après affectation, s'il y a lieu à l'extinction des pertes des exercices antérieurs, il est prélevé :

- 5% (cinq pour cent) au moins pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve a atteint une somme égale à un dixième du capital social mais reprend son cours si cette réserve vient à être entamée.
- L'Assemblée Générale Ordinaire a le droit, sur la proposition du conseil d'administration d'allouer un montant aux actionnaires sous forme de dividendes.
- Sur l'excédent disponible, l'Assemblée Générale Ordinaire a le droit, sur la proposition du conseil d'administration, de prélever toute somme qu'elle juge convenable, soit pour être portée à un ou plusieurs fonds de réserve généraux ou spéciaux dont elle règle l'affectation ou l'emploi, soit pour l'amortissement du capital, soit pour être reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

Le tableau d'évolution des capitaux propres ainsi que les dividendes versés:

En Dinars

Libellés	Capital social	Réserves Légales	Autres Réserves	Prime liée au capital	Réserves statutaires	Réserves Fonds Social	Résultats Reportés	Modification Comptable	Résultat de la période	Total
Solde au 31/12/2013 (*)	20 000 000	814 472	4 204 047	3 500 000	304 492	108 394	1 579 117		19 357	30 529 879
Modifications comptables (*)								-528 967	141 202	-387 765
Solde au 31/12/2013 retraité (*)	20 000 000	814 472	4 204 047	3 500 000	304 492	108 394	1 579 117	-528 967	160 559	30 142 114
Affectation du résultat		79 924					-60 567	141 202	-160 559	0
Dividendes										0
Crédits non remboursables						-20 236				-20 236
Résultat de l'exercice									909 544	909 544
Solde au 31/12/2014	20 000 000	894 395	4 204 047	3 500 000	304 492	88 158	1 518 550	-387 765	909 544	31 031 422

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité

Le contrôle des Comptes :



La PROAUDIT

: Mr TAREK ZAHAF



AMMARA

CMA :

MOHAMED

Le comité permanent d'audit :

Au cours de l'année 2014, Le Comité Permanent d'Audit Interne de Modern Leasing s'est réuni 6 fois.

Les réunions du Comité d'audit ont fait l'objet de comptes rendus périodiques au Conseil d'Administration et ont porté sur les points suivants :

- Lecture du Rapport d'activité du Comité Permanent d'Audit 2013
- Lecture du Rapport d'activité du Contrôle Général 2013
- Lecture du Rapport du Diagnostic final KPMG et suivi des recommandations
- Examen des Lettres de Direction et avancements des travaux des recommandations
- Examen et Approbation des états financiers de l'année 2013 et des situations intermédiaires 2014
- Suivi des engagements de la société et leur évolution
- Examen et analyse des perspectives d'avenir 2014-2018

Gestion des Ressources Humaines :

Intéressement du personnel : Néant

Éléments sur le contrôle interne :

Au niveau organisationnel, a entamé les travaux de mise à jour du manuel des procédures ainsi que de son organigramme.

De même, ML a poursuivi ses efforts de perfectionnement du système d'information par sa maintenance et son enrichissement permanent en vue d'une mécanisation systématique et fiable conjugué à un développement régulier des outputs du système de gestion EKIP.

EVOLUTION DE LA SOCIETE ET SES PERFORMANCES AU COURS DES 5 DERNIERES ANNEES :

(En MD)

Rubriques/Années	2010	2011	2012	2013	2014
Capital	20	20	20	20	20
Approbations	117	105,6	99	114	140,3
Mises en forces	73	80,4	73,8	77,9	108,1
Encours	99,85	116,7	148,3	158,4	188,9
Part de marché	5,04%	6,74%	5,29%	5,49	6,70
Positionnement	8 ^{ème}	7 ^{ème}	9 ^{ème}	8 ^{ème}	8 ^{ème}
Capitaux propres *	28,9	30,0	30,2	30,5	30,1
Résultat	2,58	0,26	0,36	0,019	0,91
Taux moyen des contrats	10,42%	10,27%	9,81%	9,76%	10,27%
Dividendes	1,4	0	0	0	1
Impayés	3,3	6,8	7,6	9,4	10,79
Taux de créances classées	5,4%	11,48%	14,39%	12,77%	10,52%
Taux de couverture	84%	36,18%	50,88%	65,95%	61,55%
Gearing Ratio	3	4	4	5	6
Cout moyen des ressources	6,35%	5,29%	5,54%	6,25%	6,43%
ROA	2,27%	3,47%	0,22%	0,01%	0,43%
ROE	8,91%	2,28%	1,19%	0,06%	3,02%
Ratio Cooke	28,05%	21,5ù	19,21%	18,66%	15,11%
Notation	A-Long Terme F2 Court Terme Stable	A-Long Terme F2 Court Terme Stable	A-Long Terme F2 Court Terme Stable	BBB- Long Terme F3 Court Terme Stable	BBB- Long Terme F3 Court Terme Stable

*Avant affectation du Résultat net de l'exercice